

EVALUATION FINALE du CONSORTIUM SCVM



Lezlie MORINIERE
Herman NTAWE
Katie FLANNERY
Adonis TUYISENGA

Rapport soumis : 19 août 2007
Burundi, 22 juillet – 19 août, 2007
Consortium: Africare, Care, CRS et World Vision

TABLE DE MATIERES

ACRONYMES	3
RESUME EXECUTIF	4
1. INTRODUCTION	5
a. Contexte : Burundi et le Programme	5
b. Objectifs de l’Evaluation Finale.....	5
c. Méthodologie.....	6
d. Défis rencontrés lors de l’évaluation.....	7
2. LE CONCEPT DU CONSORTIUM	8
3. PROGRES PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS SPECIFIQUES	10
a. OS1 : améliorer la production agricole	10
b. OS2 : améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle	17
c. OS3 : promouvoir l’agro entreprise et les activités génératrices de revenus	23
d. OS4 : réduire les conflits communautaires.....	25
4. CONCLUSIONS GLOBALES	28
5. RECOMMANDATIONS	30
ANNEXES	32

ACRONYMES

CAUP	Community Assistance Umbrella Program
CHW	Community Health Worker
CLSI	Consortium Livelihoods Security Initiative
CRS	Catholic Relief Services
DPAE	Provincial Department of Agriculture and Livestock
FAO	Food and Agriculture Organization
HIV/AIDS	Human Immune Virus/Acquired Immune Deficiency Syndrome
IR	Intermediate Result
ISABU	Institut de Recherche Agronomique de Burundi
NGO	Non Governmental Organization
PCU	Program Coordination Unit
PVO	Private Voluntary Organization
SO	Specific Objective
SWAA	Society for Women against AIDS in Africa
UN	United Nations
UNDP	United Nations Development Program
UNICEF	United Nations Children's Fund
USAID	United States Agency for International Development
WFP	World Food Program
WVB	World Vision International/Burundi

RESUME EXECUTIF

Un Consortium de quatre organisations internationales basées aux Etats Unis, Africare, CARE, Catholique Relief Services (CRS) et World Vision (WV), a mis en œuvre un programme de Sécurité des Conditions de Vie des Ménages au Burundi pour une période de deux ans dans quatre provinces du Nord-Est et du Centre du pays : Karuzi, Gitega, Muyinga et Kirundo. A travers son but global, *améliorer la sécurité des moyens d'existence et réduire la vulnérabilité des ménages dans les communes ciblées du Burundi avec une attention particulière aux ménages sous la responsabilité des femmes et les ménages affectés par le VIH/SIDA*, le programme a mis en oeuvre des activités de développement dans les domaines de la production agricole, de la santé - nutrition, de l'agro-entreprise et de la gestion des conflits.

Une évaluation de base a été menée dans 60 collines des quatre provinces en juillet/septembre 2005, après la mise en place d'un cadre logique avec ses indicateurs. Les interventions du Consortium ont ciblé certaines mais pas toutes ces collines. Une évaluation à mi-parcours a été aussi menée un an plus tard (juillet/août 2006) dans 20 collines parmi les 60. L'évaluation finale a recherché les mêmes ménages enquêtés lors de l'évaluation de base pour estimer un changement réel depuis deux ans d'existence du Consortium.

La présente évaluation finale avait comme objectif de mesurer l'impact des interventions du Consortium, avec un intérêt particulier sur les réalisations quantitatives en rapport avec le cadre logique, les effets du programme sur la réduction de la vulnérabilité des groupes cibles, la stratégie globale et opérationnelle de mise en œuvre du programme, l'état de mise en œuvre de certaines recommandations de l'évaluation à mi-parcours et les autres impacts produits par le programme dans les communautés.

Méthodologie: L'évaluation finale a employé trois approches classiques : une revue de la documentation existante, méthodes quantitatives (enquête de ménage) et méthodes qualitatives (groupe d'entretien « focus » et observations). L'évaluation finale a fait une sélection aléatoire des collines ayant été enquêtées en 2005 et les mêmes ménages ont été recherchés et enquêtés. D'autres ménages / collines limitrophes mais non bénéficiaires du Consortium ont été ajoutés à titre de comparaison. L'analyse a été faite en comparant a.) le statut des populations 2005 avec ce de 2007 et b.) les participants (bénéficiaires) avec les non participants. La comparaison entre agences, n'étant pas le mandat de l'évaluation, est stipulé seulement quand les différences quantitatives sont significatives.

Conclusions: le bien-être des populations ciblées par le Consortium semble être renforcé depuis deux ans. Les réalisations du Consortium aux niveaux quantitatif et qualitatifs sont bonnes. Si le statut des communautés ciblées par le Consortium est maintenu, voir amélioré --comme manifesté dans de nombreux indicateurs-- on ne peut pas espérer un meilleur impact après deux ans d'effort. La vulnérabilité des groupes cibles a diminué sans aucun doute. Des associations sont créées et renforcées, des formations valables menées et encore réclamées à travers les quatre provinces. Des nombreux indicateurs --de par leur différence significative entre participants et non participants du Consortium dans l'ensemble des ménages enquêtés-- sont retenus avec l'espoir de représenter un impact possible du consortium : l'effectif cheptel, le nombre de mois de soudure, l'utilisation de semences, l'utilisation de fertilisation, l'accès au crédit, la participation à la vie associative.

Recommandations: Le concept du "consortium" peut être mis à nouveau à l'étude avant de l'employer dans le même contexte. Moins d'évaluations sont conseillés pour un programme de si courte durée; la plus méritée de toutes sera dans trois ans, afin de voir les vrais fruits des efforts (formations surtout) effectués ces deux dernières années. Le panier complet d'interventions visant la sécurité des conditions de vie des ménages (SCVM) mérite d'être plus équilibré entre l'agriculture et les secteurs conflit, santé et eau. Les interventions de chaque secteur méritent aussi d'être plus harmonisés --pas pour insister sur une seule méthode mais pour mieux capitaliser sur les acquis des partenaires.

1. INTRODUCTION

a. Contexte : Burundi et le Programme

Le Burundi est un pays d'Afrique centrale avec une population totale estimée à 7.548.000 habitants avec une densité de 197 habitants / km² devenant ainsi un des pays les plus peuplés d'Afrique. Cette forte densité couplée à d'autres facteurs fait que les terres cultivables soient morcelées progressivement alors que 90% de la population vivent de l'agriculture et l'élevage. A cette situation déjà problématique est venu s'ajouter la guerre civile qui a secoué le pays pendant plus de 10 ans avec beaucoup d'indicateurs qui sont devenus rouges.

C'est dans ce cadre qu'un Consortium de quatre organisations internationales basées aux Etats Unis, Africare, CARE, Catholique Relief Services (CRS) et World Vision Burundi (WVB), a mis en œuvre un programme de Sécurité des Conditions de Vie des Ménages au Burundi pour une période de deux ans (octobre 2005 - septembre 2007). Le programme « Sécurité des Conditions de Vie des Ménages du Burundi (SCVM-Burundi) » a été mis en œuvre dans quatre provinces du Nord-Est et du Centre du pays : Karuzi, Gitega, Muyinga et Kirundo.

A travers son but global, *améliorer la sécurité des moyens d'existence et réduire la vulnérabilité des ménages d\ans les communes ciblées du Burundi avec une attention particulière aux ménages sous la responsabilité des femmes et les ménages affectés par le VIH/SIDA*, le programme a mis en œuvre des activités de développement dans les domaines de la production agricole, de la santé - nutrition, de l'agro-entreprise et de la gestion des conflits. Quatre objectifs spécifiques (OS) sous-tendent ce but global, cité ci-dessous avec leurs résultats intermédiaires (RI) respectifs:

OS1 : Améliorer, avant septembre 2007, la production agricole et la gestion des récoltes de manière équitable dans les ménages des communautés ciblées

- RI.1.1. La gestion des ressources du sol et de l'eau est améliorée
- RI.1.2. Les ménages ciblés ont un meilleur accès aux intrants agricoles et d'élevage
- RI 1.3 Les ménages adoptent des pratiques agricoles appropriées

OS2 : Améliorer, avant septembre 2007, la situation sanitaire et nutritionnelle des ménages au sein des communautés ciblées

- RI. 2.1. Les ménages ont amélioré les conditions hygiéniques et sanitaires
- RI. 2.2. Les ménages ont un meilleur accès à l'eau dans les communautés ciblées
- RI. 2.3. Les ménages ont une meilleure connaissance des pratiques préventives et curatives
- RI 2.4. Les communautés ont développé des mécanismes d'assistance aux personnes affectées par le VIH/SIDA
- RI 2.5. Les ménages ont un meilleur statut nutritionnel

OS3 : Promouvoir, avant septembre 2007, le développement de l'agro entreprise et les activités génératrices de revenus d'une manière équitable

- RI 3.1. Les meilleures opportunités pour les activités économiques sont découvertes et exploitées par les collines participantes
- RI 3.2 Les OBC des collines ciblées ont acquis de meilleures compétences/capacités organisationnelles et de gestion
- RI 3.3 Des conditions sont créées pour un meilleur accès au marché

OS4 : Réduire les conflits communautaires sur les ressources naturelles

L'évaluation de base a été menée dans les quatre provinces en juillet/septembre 2005, après la mise en place d'un cadre logique avec ses indicateurs. Une évaluation à mi-parcours a été aussi menée un an plus tard (juillet/août 2006).

b. Objectifs de l'Evaluation Finale

L'objectif global de l'évaluation finale est de mesurer l'impact des interventions du Consortium. Les objectifs spécifiques de la présente évaluation sont d'apprécier :

1. les réalisations quantitatives en rapport avec le cadre logique
2. les effets du programme sur la réduction de la vulnérabilité des groupes cibles
3. la stratégie globale et opérationnelle de mise en œuvre du programme
4. l'état de mise en œuvre de certaines recommandations de l'évaluation à mi-parcours
5. les résultats et d'autres impacts produits par le programme dans les communautés.

c. Méthodologie

L'évaluation finale a employé trois méthodes classiques : une revue de la documentation existante, méthodes quantitatives (enquête de ménage) et méthodes qualitatives (groupe d'entretien « focus » et observations). Ces mêmes méthodes ont été utilisées pour l'étude de base (2005) et l'étude à mi-parcours (2006). La liste de documents revus se trouve en annexe. Une description des méthodes quantitatives et qualitatives se trouve ci-dessous.

Méthodes quantitatives

L'enquête quantitative a été effectuée au cours de cette évaluation finale pour rassembler les informations sur certains indicateurs clés. Comme à l'étude de base, le même questionnaire ménage a été utilisé mais, adapté et simplifié suivant le cadre logique et les indicateurs requis.

La recherche des données ne demande pas seulement un questionnaire adéquat ou bien fait mais en plus un utilisateur de cet outil (questionnaire) pouvant recueillir les informations de confiance. Chaque agence a choisi les enquêteurs qui avaient participé à l'Etude de Base ou de Mi Parcours. Puisque beaucoup d'enquêteurs avaient une expérience antérieure pour l'utilisation de l'instrument, deux jours de formation étaient suffisants pour revoir l'outil et l'interpréter.

Le codage du questionnaire a été le même que celui de l'étude de base sauf que ce dernier a été revu conformément aux indicateurs à évaluer. Comme les 679 questionnaires ne pouvaient pas être traités à la main, le logiciel de traitement des données statistiques SPSS a été utilisé pour faire entrer, nettoyer et analyser les données. Une équipe de 5 agents de saisie dont un superviseur avait été mise en place pour l'entrée des données. Dans l'équipe, trois avaient participé dans la saisie des données de base et deux autres pour la même activité dans l'étude de Mi Parcours. Le questionnaire de l'étude se trouve en annexe et les données vérifiées et analysées en SPSS sont disponibles au PCU pour consultation.

Les tableaux présentes dans le document ci-dessous indiquent l'évolution dans le temps et entre participants et non participants. Certaines fois, quand un changement demeure important entre l'étude de base et l'évaluation finale, le pourcentage de différence pourrait dépasser le 2500% (ceci n'est pas une erreur, mais souligne des réels changements).

Echantillonnage

L'échantillonnage était au nombre de 679 ménages à enquêter dans 32 collines (8 par agence) sélectionnés au hasard de la liste entière de collines enquêtées lors de l'enquête de base (15 par agence). Les agences qui sont dans deux provinces différentes devaient se partager le nombre de ménages à enquêter suivant la proportion de la population. A l'intérieur de chaque colline, chaque ménage enquêté lors de l'enquête de base a été recherché : 621 ont été retrouvés et enquêtés. Chacun des partenaires du consortium avait environ 150 ménages à interviewer, dont deux tiers participant et un tiers non participant aux interventions du Consortium.

Les ménages « non participants » (n= 249 ménages) servaient de groupe « control » permettant une comparaison avec les « bénéficiaires » directes (n=430) du Consortium. Les ménages « control » étaient de préférence aussi enquêtés lors de l'enquête de base, mais à certains endroits on a du ajouter d'autres non enquêtés ultérieurement. Dans le cas de CRS, le groupe « control » était des ménages de deux collines où aucune intervention n'a été faite par l'agence. Pour les autres trois agences, le groupe « control » était des ménages se trouvant dans les collines d'intervention, mais qui n'ont pas bénéficié directement des interventions du Consortium.

L'analyse a été effectuée à deux niveaux:

1. Apprécier l'évolution entre les participants et les non participants du Consortium et
2. Analyser le progrès entre le début et la fin du programme -- c'est à dire entre 2005 et 2007.

Méthodes qualitatives

Dans la méthode de recherche des données qualitatives, on a entrepris deux volets d'entretien

Focus groupe à savoir :

- Conflits et Parité genre
- VIH/SIDA

Pour le premier, on a identifié entre 4 à 8 femmes de *Bashingantabe* et femmes issues des associations et pour le second, on a identifié des femmes PVVS avec lesquelles on a cherché à comprendre si et comment elles ont reçu du soutien particulier. Deux entretiens qualitatifs, VIH /SIDA et Conflit, ont été prévues dans chaque colline. Des visites des consultants dans environ 20 collines ont été faites entre le 30 juillet et 10 août 2007 pendant une durée de deux jours par agence pour s'enquérir des différentes réalisations, apprécier les résultats du programme et discuter directement avec des participants.

Le traitement et la saisie des données qualitatives a été fait par le même groupe qui a fait la saisie les données quantitatives, et cela en MS WORD.

d. Défis rencontrés lors de l'évaluation

Toute évaluation est subjective, gouverné par les perspectives des consultants externes, par la durée de évaluation, par le nombre et représentativité de sites visités ainsi que l'échantillonnage de la composante quantitative. Cette évaluation finale a été confrontée à bien d'autres défis et contraintes lors de sa recherche pour les impacts durables:

- La clôture d'un programme sans avenir, ainsi que le besoin du personnel à tous les niveaux de fermer les dossiers et d'assurer leur propre avenir professionnel
- L'indisponibilité des décideurs lors de l'évaluation (difficulté de les joindre pendant les mois d'été, manque de réponse au questionnaire qualitatif et faible présence des décideurs à la réunion de restitution)
- Le démarrage du Consortium dans les quatre provinces dans un contexte flou (efforts déjà en place avec les mêmes agences dirigées par le PNUD avant 2005 et l'impossibilité d'isoler l'impact du Consortium de ce des efforts guidés par le PNUD)
- La courte durée du programme (en sachant que l'évidence empirique atteste de l'impossibilité d'avoiser un impact en deux ans)
- Une variété énorme d'approches, de groupes cibles, de couverture géographique et d'autres intervenants dans les mêmes zones --dans laquelle se manifeste l'impossibilité d'attribuer un éventuel changement positif au Consortium.

La présentation des résultats de cette évaluation est organisée par les constats (Chapitre 3, sur le Consortium et 4, sur les Objectifs Spécifiques), les conclusions (Chapitre 5) et les recommandations (Chapitre 6). Pour chaque objectif spécifique, les appréciations qualitatives et quantitatives sont présentées, en se référant au cadre logique du Consortium.

2. LE CONCEPT DU CONSORTIUM

Les similarités et différences des quatre agences du consortium.

L'équipe de consultants de l'évaluation finale a été chargée d'évaluer les résultats et l'impact d'un consortium composé de quatre agences. Pour ce faire, elle a jugé fondamental de comprendre ce qu'est un consortium ainsi que la stratégie globale qui lie ses membres. Cette analyse a été démarrée en listant les éléments qui sont partagés par les quatre membres du Consortium –une liste qui n'a pas été longue à établir:

- Le bailleur de fonds
- Les 4 objectifs spécifiques
- Le plan d'action de suivi&évaluation et le cadre logique
- Le budget
- Les réunions et les échanges techniques
- Les nombreux rapports
- Une unité courageuse de coordination, le PCU
- Pour 3 des agences : la même province qu'un autre membre.

Bien plus compliqué à faire était la liste des différences des quatre membres : les approches, la couverture géographique, les cibles prioritaires et les efforts par objectif. Ces différences se trouvent dans le Tableau 0.1. Il est important de noter que même s'il a été corrigé après les débats et discussions lors de la restitution de 17 août 2007, ce tableau ne représente pas l'opinion officielle des agences ni l'enveloppe financière. Il sert néanmoins d'illustrer qu'il y a bien plus de différences que de similarités, et qu'un impact semblable des interventions ne pourrait pas être envisagé.

Tableau 0.1: DIFFERENCES des MEMBRES du CONSORTIUM

AGENCE	APPROCHE	COUVERTURE	CIBLE(S) PRIORITAIRE(S)	EFFORTS PAR OS*
Africare	1. Groupe de fermieres 2. Ménage	2 communes dans 1 province	Coopératives / Associations Ménages	OS1 : 40% OS2 : 30% OS3 : 20% OS4 : 10%
CARE	1. Partenariat (ONGs nationales) 2. Ménage	5 communes dans 2 provinces	Partenaires Associations Ménages (vulnérables)	OS1 : 55% OS2 : 10% OS3 : 20% OS4 : 15%
CRS	1. Bassin Versant 2. Ménage	1 commune dans 1 province	Associations Ménages	OS1 : 45% OS2 : 25% OS3 : 20% OS4 : 10%
World Vision	1. Ménage (Fermiers Modèles)	8 communes dans 2 provinces	Administration Ménages (avec plus de ressources)	OS1 : 50% OS2 : 35% OS3 : 5 % OS4 : 10%

* Consensus des perceptions qualitatives des staff rencontrés

NB: ne représente pas l'opinion officielle des agences ni l'enveloppe financière

Cependant ce n'est pas le mandat de l'évaluation finale de mettre en évidence les différences entre agences, mais plutôt de souligner ce qui a pu être fait ensemble, avec un impact global. Pour cette raison, les tableaux dans le chapitre 4 présentent surtout la synthèse des quatre agences. Les détails se trouvent en annexe.

Un consortium est :

un groupe d'agences formé afin de mettre en œuvre ensemble une activité ou un effort qui sera au-delà des capacités des membres individuellement

ou

une association des institutions avec le but d'achever un produit conjoint.

Partant de ces définitions et de l'analyse des différences ci-dessus, l'équipe de consultants de la présente mission d'évaluation ressent l'absence d'un réel consortium au Burundi. Peu nombreux sont les activités qui ne pourraient pas être menées par un seul partenaire pris individuellement.

Infréquents étaient les échanges aboutissant à des changements réels ou des bénéfices réciproques. Nul part se trouve un produit conjoint du Consortium, si ce n'est que les rapports soumis à l'USAID, compilé courageusement par le PCU.

Les échanges techniques du Consortium utiles existaient sans doute ; il y a certains exemples formidables (voir OS1). Mais un consortium, a-t-il le doit d'exister seulement pour catalyser ces échanges ?

Les représentants de l'USAID ont souligné aux évaluateurs que, malgré l'opinion de certains de membres du Consortium, l'idée d'un consortium n'est nullement requise par l'USAID pour financement. Néanmoins il est évident qu'un consortium peut simplifier les comptes financiers ainsi que l'alignement des indicateurs à travers les objectifs spécifiques. Ceci est soutenu comme avantage prioritaire du Consortium par certains chefs d'agence.

Le MOU des partenaires du Consortium a été entièrement respecté et le PCU a réussi à la lettre les réunions et efforts requis. C'est au moment de concevoir le Consortium que ses fondateurs ont groupé quatre très différentes approches sous le même nom --si diverses que mêmes des réunions techniques fréquentes ne pourraient harmoniser en deux petites années. S'est pour cette raison que les résultats positifs chez les bénéficiaires et participants décrits ci-dessus sont considérés, par les évaluateurs, plus comme les fruits des agences individuelles que les fruits du Consortium.

3. PROGRES PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS SPECIFIQUES

Dans ce chapitre sont présentées les appréciations quantitatives et qualitatives des indicateurs requis par objectif spécifique et résultat intermédiaire. Les tableaux complets se trouvent aussi en annexe.

a. OS1 : améliorer la production agricole

Volets et activités par résultat intermédiaire

Pour atteindre cet objectif, le Consortium prévoyait d'obtenir trois résultats intermédiaires :

- RI 1.1. : la gestion des ressources du sol et de l'eau est améliorée ;
- RI 1.2. : les ménages ciblés ont un meilleur accès aux intrants agricoles et d'élevage;
- RI 1.3. : les ménages adoptent des pratiques agricoles appropriées.

Au niveau des activités, tous les partenaires du Consortium avaient prévu de mettre la priorité sur l'amélioration de la production agricole en augmentant et en diversifiant la production des cultures et du bétail tout en concentrant des efforts sur la gestion conservatoire de l'eau et des sols dans leurs zones d'intervention. Les agences prévoient de travailler avec les communautés à travers les agriculteurs –modèles, les groupes et associations de producteurs ainsi qu'avec les agents de développement locaux.

Lors de la planification, il a été inscrit au cadre logique des indicateurs permettant de mesurer les progrès réalisés par le Consortium à la fin de sa durée d'exécution. Concernant le 1er objectif spécifique et conformément aux termes de référence, il a été pris en compte sept indicateurs permettant d'apprécier les progrès du Consortium.

1. nombre moyen de saisons et par cultures principales où les ménages ont observé une augmentation de la production au cours des 2 dernières années.
2. l'effectif du cheptel : nombre moyen par ménage (bovin et caprin).
3. la période de soudure : nombre moyen de mois de disette.
4. la disponibilité du matériel de production dans les ménages : nombre minimum (moyen/ménage) de matériels productifs ;
5. la gestion des ressources naturelles : % de ménages pratiquant au moins une technique améliorée de protection ou de préparation des sols ;
6. l'accès aux intrants agricoles : % de ménages utilisant des semences améliorées ;
7. % de ménages utilisant des techniques améliorées pour la fertilisation des sols.

Tableau 1.1: PRODUCTION AGRICOLE: nombre moyen de saisons (pour les principales cultures) ou les ménages ont observé une augmentation de production (les deux dernières années: max=20)

Evaluation	Total	
	Participant (n=427)	Non Participant (n=243)
Finale (2007)	3.01	2.98

Enquête de Base (2005): il n'y a pas eu de références permettant de comparer la production avec celle de 2005

de comparer les productions entre les différentes saisons culturales qui se situent entre les années 2005 et 2007.

Comme déjà cité ci-dessus, l'objectif visé par le programme/Consortium était d'obtenir une augmentation de la production agricole au niveau des principales cultures.

Notons d'ores et déjà qu'il n'a pas été aisé de dégager des conclusions sur cet aspect. En effet, la mission d'évaluation n'avait pas de référence (ni les agences ni les DPAA ne disposent de données fiables) lui permettant

Des comparaisons qualitatives des récoltes entre les différentes saisons (de saison 2006A à 2007C, Tableau 1.1) ont pourtant permis de comprendre une situation qui est assez compliquée. Pour un maximum de 20 saisons par ménage (sur la base d'un totale de 1 à 3 saisons pour 8 cultures principales –saison A, B et C des haricots, par exemple, sont évalués contre celles de l'année précédente; pour le manioc une seule saison a été employée). Nous avons demandé aux ménages si la production de la saison en question était la même, plus importante ou moins importante. Les enquêtes bénéficiaires affirment avoir enregistré 3.01 saisons sur 20 où ils ont observé une meilleure production entre 2005 et 2007 pendant que les non bénéficiaires ont

enregistrés 2.98 saisons. Les productions ont été accompagnées par différents phénomènes limitant la production comme les perturbations climatiques et l'insuffisance de semences (au niveau de toutes les agences) compliquant davantage l'appréciation de la production.

Sur base de cette appréciation qualitative, on peut conclure que pendant l'intervention du Consortium la production agricole comparée entre bénéficiaires et non bénéficiaires est restée inchangée. Même si des ménages affirment ici et là avoir observé une augmentation de la production (surtout pour le haricot et la banane pour la saison 2007C), on ne pourrait pas généraliser une augmentation des productions avec l'intervention du Consortium. On peut pourtant retenir que les ménages enquêtés ont enregistré une moyenne de 3 saisons où ils ont observé une augmentation de leur production et que la situation agricole est restée plutôt stable malgré des intempéries.

Tableau 1.2: EFFECTIF du CHEPTEL: le nombre moyen d'animaux d'élevage par ménage

Evaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1232)	
	3.26	
Finale (2007)	Participant** (n=430)	Non Participant (n=249)
	3.57	2.92
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	10%	

** les différences entre participants et non participants sont statistiquement significatives ($p < 0.06$)

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives ($p < 0.000$)

Pour accroître la production agricole, le programme a pris à juste titre en considération une intégration de l'agriculture et de l'élevage. Il s'agit ici des bovins et des caprins qui sont les plus connus dans les zones d'action du programme. L'objectif poursuivi avec cet élevage était surtout la production de la fumure organique. L'élevage du caprin est considéré aussi comme source de revenus et d'épargne (la chèvre se multiplie vite et se vend aussi plus facilement que la vache).

Tous les partenaires du Consortium ont donc mis un accent particulier sur le réapprovisionnement des ménages en bétail à travers le système de chaîne de solidarité communautaire.

Les résultats des enquêtes (Tableau 1.2) permettent de conclure que le Consortium a contribué à un repeuplement du cheptel dans ses zones d'intervention. Ces résultats font état d'une augmentation statistiquement significative entre 2007 et 2005 du nombre moyen d'animaux par ménage toute catégorie d'animaux confondus (bovins, ovins, caprins, porcins, lapins et volailles). Même si les volailles et les lapins n'étaient pas distribués par le Consortium leur présence dans les ménages peut indiquer une capitalisation nouvelle ou soutenu par les autres interventions; ils sont également parmi les premières à être vendus.

Une autre conclusion importante est que l'évolution du cheptel est significativement remarquable entre bénéficiaires et non bénéficiaires du programme. En effet, alors que l'effectif s'améliore chez les bénéficiaires en passant significativement de 3,26 à 3,57 têtes par ménage, soit une amélioration de 10%, la situation du cheptel au niveau des non bénéficiaires s'est plutôt détériorée en passant de 3,26 à 2,92 têtes par ménage, soit une régression de l'effectif par ménage de 11,6%.

De façon générale, l'analyse de l'évolution du cheptel caprin et bovin laisse aussi observer une augmentation de l'effectif entre les années 2005 et 2007. Néanmoins, la lecture du tableau 1.2 fait apparaître une régression du bétail dans les communes de CRS et CARE respectivement de 9% et 23%.

Cela s'explique d'une part par une décapitalisation significative des animaux pendant les périodes de famine qui ont caractérisé ces deux dernières années les zones de CRS et de CARE. Les chèvres et les volailles sont considérées par exemple dans la zone de CRS comme source de revenus à concurrence de 19% contre 6% dans la zone d'Africare.

D'autre part, faute de temps, des bénéficiaires enquêtés inscrits dans la chaîne de solidarité communautaire n'avaient pas encore reçu d'animaux au moment des investigations. L'augmentation du bétail au niveau des ménages bénéficiaires est donc une réalité indiscutable confirmée par les bénéficiaires et les observations directes de l'équipe d'évaluation.

Il est aussi utile de signaler que le Consortium n'est pas arrivé à harmoniser le système de repeuplement du cheptel à travers la chaîne de solidarité communautaire. Beaucoup de caprins ont été introduits dans les zones respectives d'intervention sans considération aucune des avantages ou inconvénients vécus par les autres partenaires. Si la gestion de la chaîne de solidarité est maîtrisée par les communautés au niveau d'une agence, le cas n'est pas évident chez les autres agences qui auraient pu capitaliser l'expérience approuvée chez son partenaire.

De plus, dans la mesure où l'objectif primaire poursuivi était la production de fumier, il aurait été intéressant d'analyser les possibilités d'introduire des bovins dans toute la zone du Consortium et prévoir des indicateurs quantitatifs pouvant traduire les progrès enregistrés à ce niveau.

Tableau 1.2a: EFFECTIF BOVIN: nombre moyen par ménage

Évaluation	Partenaire*** du Consortium								Total	
	Africare		CARE		CRS		World Vision			
Enquête de Base (2005)	(n=320)		(n=341)		(n=276)		(n=315)		(n=1260)	
	0.1219		0.07		0.26		0.12		0.14	
Finale (2007)	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant**	Non Participant
	(n=104)	(n=74)	(n=120)	(n=65)	(n=94)	(n=39)	(n=112)	(n=71)	(n=430)	(n=249)
	0.27	0.46	0.17	0.17	0.15	0.13	0.24	0.25	0.21	0.27
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	121%		143%		-42%		100%		50%	

Etant donné que le Consortium a introduit des bovins et des caprins dans les différentes zones d'intervention, il est important d'apprécier dans quelle mesure ce cheptel a évolué.

Concernant le cheptel bovin (Tableau 1.2a), l'analyse révèle qu'il y a eu en général une augmentation de 50% d'effectif moyen par ménage dans toute la zone du Consortium entre 2005 et 2007 passant d'un effectif moyen de 0,14 à 0,21 bovins par ménage bénéficiaires du programme et de 0,14 à 0,27 bovins chez les ménages non bénéficiaires du programme.

Dans la mesure où l'augmentation de l'effectif moyen par ménage se présente mieux chez les non bénéficiaires que chez les bénéficiaires du programme, soit par exemple dans la zone d'intervention d'Africare un nombre moyen de 0.46 têtes de bovins chez les non bénéficiaires contre 0.27 têtes de bovins chez les bénéficiaires, cela témoigne de la présence d'autres intervenants en matière d'élevage. Notons que c'est une différence qui n'est pas statistiquement significative.

Tableau 1.2b: EFFECTIF CAPRIN: nombre moyen par ménage

Évaluation	Partenaire*** du Consortium								Total	
	Africare		CARE		CRS		World Vision			
Enquête de Base (2005)	(n=320)		(n=341)		(n=276)		(n=315)		(n=1260)	
	1.12		1.04		1.22		0.73		1.02	
Finale (2007)	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant**	Non Participant
	(n=104)	(n=74)	(n=120)	(n=65)	(n=94)	(n=39)	(n=112)	(n=71)	(n=430)	(n=249)
	1.64	1.08	1.44	1.17	1.23	0.59	1.03	0.7	1.34	0.92
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	46%		38%		1%		41%		31%	

** les différences entre participants et non participants sont statistiquement significatives (p<<0.05)

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives (p<<0.05)

Pour le caprin (Tableau 1.2b), le Consortium a fait des efforts assez particuliers dans le réapprovisionnement de caprins dans les ménages. L'évolution du cheptel moyen par ménage entre 2005 et 2007 démontre des différences significatives entre bénéficiaires et non bénéficiaires du programme. Alors qu'on constate par exemple une augmentation assez significative de 1,12

têtes à 1,64 têtes chez les bénéficiaires, on constate en même temps que le cheptel a diminué de 1,12 têtes à 1,08 têtes chez les non bénéficiaires dans la zone d'Africare.

Des différences sont aussi significativement remarquables entre agences. Si par exemple la zone d'Africare enregistre des progrès allant jusqu'à 46%, la zone d'intervention de CRS n'affiche qu'un changement de 1%. Le changement si important visible chez World Vision n'est pas imputable au Consortium dans la mesure où l'agence n'a pas distribué de caprins pendant la période entre 2005 et 2007.

Tableau 1.3: PÉRIODE de SOUDURE: nombre moyen de mois de disette

Évaluation	Partenaire*** du Consortium								Total	
	Africare		CARE		CRS		World Vision			
Enquête de Base (2005)	(n=314)		(n=305)		(n=268)		(n=289)		(n=1176)	
	7.67		6.14		8.25		7.16		7.28	
Finale (2007)	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant**	Non Participant
	(n=104)	(n=74)	(n=120)	(n=65)	(n=94)	(n=39)	(n=112)	(n=71)	(n=430)	(n=249)
	5.84	6.78	4.19	4.8	4.4	5.36	6.54	7.75	5.25	6.32
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	-24%		-32%		-47%		-9%		-28%	

** les différences entre participants et non participants sont statistiquement significatives (p<0,00)

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives (p<0,00)

Les résultats des investigations (Tableau 1.3) montrent bien que la période de soudure a diminué pendant les douze derniers mois dans les communes appuyées par le Consortium. Cette diminution globale et actuelle du nombre moyen de mois de disette jusqu'à 5 mois pour les ménages bénéficiaires du programme est statistiquement significative si on la compare à la situation de départ caractérisée par une moyenne de 7 mois de soudure.

C'est ainsi que les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires de la zone d'intervention de CRS parviennent significativement mieux actuellement (4 mois de disette) à subvenir aux besoins alimentaires par rapport à 2005 (8 mois de disette). Ceci, malgré d'autres détériorations, semble être lié au moins partiellement à la décapitalisation de volailles pour combler les mois difficiles. C'est la meilleure façon de constater une progression au niveau de la production agricole.

De même, on remarque une différence statistiquement significative entre bénéficiaires et non bénéficiaires au sein d'une même zone d'intervention comme le montre la situation dans les communes d'Africare.

Une nette différence se remarque aussi statistiquement entre agences en termes de résistance des ménages vis-à-vis de la période de soudure. Il est nettement visible que les ménages des communes de World Vision (6 mois de disette) sont plus vulnérables que ceux de la commune de CRS (4 mois de disette) en termes de résistance à la soudure.

Ce nombre moyen de mois de disette confirme en quelque sorte l'indicateur (cfr. Tableau 1.1) relatif au nombre moyen de saisons où les ménages ont observé une augmentation de la production leur permettant de faire des réserves pour les mois de maigre production ou vendre un surplus pour avoir des revenus permettant l'achat de la nourriture pendant la période de soudure.

Tableau 1.4: MATÉRIELS DE PRODUCTION: nombre minimum (moyen par ménage) de matériels productifs

Évaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1263)	
	2.41	
Finale (2007)	Participant	Non Participant
	(n=430)	(n=249)
	2.85	2.83
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	18%	

En plus du capital de production comme la main d'œuvre, la terre, le bétail, les intrants agricoles et autres, il est intéressant de voir dans quelle mesure les ménages bénéficiaires ou non bénéficiaires ont amélioré leurs matériels productifs.

Il ressort ainsi des investigations (Tableau 1.4) qu'il y a eu des progrès quant bien même non significatifs, dans l'acquisition de matériels productifs. Le nombre minimum par ménage de matériels productifs est passé de 2 à 3, soit une amélioration représentant 18% pour les bénéficiaires du programme. Si l'on part de l'hypothèse que les agences n'ont pas distribué de matériels de production (houe, machette, serpette, scie, brouette, marteau, pioche, machine à coudre, four, outils à cordonnerie, ou autre), cela veut dire que pour les besoins de la production agricole, les ménages ont acheté au moins un matériel supplémentaire (par exemple une machette) autre que la houe.

RI 1.1. : la gestion des ressources du sol et de l'eau est améliorée

Le Consortium s'est suffisamment employé à travers des formations et sensibilisations en faveur des communautés pour la gestion des ressources naturelles.

Il est à noter que les résultats de l'étude de base font état d'une situation déjà assez satisfaisante (93,3% des enquêtés) en rapport avec les pratiques de techniques améliorées de protection et de préparation des sols. C'est ainsi que les changements observés entre 2005 et 2007 (Tableau 1.5) ne montrent pas d'améliorations nettes pour les mesures de protection ou de préparation des sols.

Dans la mesure où les techniques améliorées étaient déjà suffisamment pratiquées dans les communes du Consortium, la mission d'évaluation pense qu'il aurait été plus rationnel de promouvoir l'aspect communautaire et investir davantage dans les aménagements intégrés de bassins versants. Cela a été fait dans une moindre mesure dans les communes Busoni (province Kirundo), Giteranyi et Butihinda (province Muyinga).

Tableau 1.5: GESTION DE RESSOURCES NATURELLES: % de ménages pratiquant au moins une technique améliorée de protection ou préparation

<i>Evaluation</i>	Total	
Enquête de Base (2005)	<i>(n=1263)</i>	
	93.3	
Finale (2007)	Participant** <i>(n=430)</i>	Non Participant <i>(n=249)</i>
	9116%	8474%
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	-2%	

RI 1.2. : les ménages ciblés ont un meilleur accès aux intrants agricoles et d'élevage

Tableau 1.6: UTILISATION DES SEMENCES: % de ménages utilisant des semences améliorées

<i>Evaluation</i>	Partenaire*** du Consortium								Total	
	Africare		CARE		CRS		World Vision			
Enquête de Base (2005)	<i>(n=320)</i>		<i>(n=352)</i>		<i>(n=276)</i>		<i>(n=315)</i>		<i>(n=1263)</i>	
	3.50%		6.50%		7.00%		6.00%		4.40%	
Finale (2007)	Participant <i>(n=104)</i>	Non Participant <i>(n=74)</i>	Participant <i>(n=120)</i>	Non Participant <i>(n=65)</i>	Participant <i>(n=94)</i>	Non Participant <i>(n=39)</i>	Participant <i>(n=112)</i>	Non Participant <i>(n=71)</i>	Participant** <i>(n=430)</i>	Non Participant <i>(n=249)</i>
	49%	20%	48%	15%	29%	18%	78%	23%	52%	19%
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	1301%		644%		310%		1195%		1079%	

** les différences entre participants et non participants sont statistiquement significatives ($p < 0.05$)

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives ($p < 0.05$)

Les résultats de l'étude de base traduisent un problème sérieux d'insuffisance notoire dans l'utilisation de semences (Tableau 1.6). Le vrai problème réside en réalité dans le manque ou insuffisance de cet intrant combien primordial pour l'agriculteur. Ce problème est encore crucial un peu partout dans le pays en général mais particulièrement dans la zone du Consortium.

Les résultats des investigations en rapport avec l'utilisation des semences améliorées depuis l'intervention du Consortium traduisent deux aspects importants : d'une part, une nette amélioration dans l'utilisation des semences entre les années 2005 et 2007 est visible. D'autre part, même si ces progrès enregistrés sont indiscutables, ils confirment un besoin encore

important de semences surtout vivrières auprès des communautés qui ne cessent de le rappeler chaque fois que l'on évoque un thème lié à l'agriculture.

Il faut constater et souligner que le Consortium a contribué assez significativement pour redresser la situation mais il faut aussi noter que le problème est loin d'être résolu.

Un pas remarquable est visible depuis la présence du Consortium dans les communes bénéficiaires lorsqu'on sait aussi qu'il n'était pas facile pour le Consortium de répondre aux sollicitations des communautés malgré la bonne collaboration qui a existé entre le Consortium et les institutions spécialisées dans la production de semences.

Une nette différence significativement remarquable s'observe entre bénéficiaires et non bénéficiaires du programme dans l'utilisation des semences. On se rend compte par exemple (cfr. tableau) que lorsque 20% non bénéficiaires dans la zone d'Africare utilisent des semences améliorées, c'est 49% de bénéficiaires du programme dans la même zone qui utilisent les semences améliorées.

On remarque aussi une différence significative entre agences dans l'utilisation des semences comme le montre le tableau y relatif.

L'engouement pour l'utilisation des semences est un fait rapidement visible chez les agriculteurs. L'accès étant plutôt le facteur limitant.

Si un peu partout dans les communes bénéficiaires on constate que c'est seulement chez World Vision qu'on enregistre presque 80% de ménages bénéficiaires qui utilisent les semences sélectionnées, c'est dire que les autres communes n'ont pas eu accès aux semences recherchées. Pour différentes raisons, le Consortium n'a pas pu répondre aux demandes exprimées. La vraie réponse à ce problème reste le renforcement des capacités des communautés à se procurer elles-mêmes ces intrants. Un appui solide devrait donc être apporté pour promouvoir les associations et fermiers modèles producteurs de semences.

Tableau 1.7: FERTILISATION: % de ménages utilisant des techniques améliorées pour la fertilisation des sols

Évaluation	Partenaire*** du Consortium								Total	
	Africare		CARE		CRS		World Vision			
Enquête de Base (2005)	(n=308)		(n=343)		(n=237)		(n=295)		(n=1183)	
	54.20%		83.40%		59.50%		83%		70.90%	
Finale (2007)	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant	Non Participant	Participant**	Non Participant
	(n=104)	(n=74)	(n=120)	(n=65)	(n=94)	(n=39)	(n=112)	(n=71)	(n=430)	(n=249)
	93%	81%	86%	88%	68%	59%	89%	77%	85%	78%
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	72%		3%		14%		8%		19%	

** les différences entre participants et non participants sont statistiquement significatives ($p < 0.05$)

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives ($p < 0.05$)

D'après les résultats de l'étude de base, un pourcentage important qui varie entre 54,20% et 83,40% montre que les ménages pratiquent déjà des techniques améliorées pour la fertilisation des sols.

Beaucoup de séances de formation/sensibilisation ont été organisées en faveur des communautés et c'est essentiellement cela qui explique la mise en pratique de ces techniques. Des différences significatives sont pourtant observées entre agences (Tableau 1.7). Si les efforts au niveau d'Africare se traduisent par des progrès allant jusqu'à 72%, ce n'est pas ce qui est observable chez CARE ou World Vision avec un changement de 3 à 8% (cfr. tableau).

Des motivations comme les concours agricoles entre agriculteurs devraient être généralisés pour retenir l'attention des agriculteurs à améliorer davantage des pratiques simples comme le compostage et autres.

Conclusions OS 1 : l'amélioration de la production agricole

Progrès par rapport aux recommandations du mi-parcours

Les recommandations formulées lors de l'évaluation mi-parcours en rapport avec cet objectif spécifique portaient sur :

- la priorisation des interventions ;
- le développement des formations spécifiques et
- l'exploration des stratégies pour renforcer les chaînes de solidarité communautaire.

Toutes ces propositions ont retenu l'attention du Consortium dans une certaine mesure. La mission d'évaluation a surtout bien apprécié le fait que le Consortium s'est particulièrement employé dans le développement des formations spécifiques en rapport avec la conduite de pépinières pour répondre aux besoins de la gestion conservatoire des ressources naturelles eau et sols.

C'est seulement dans une moindre mesure que le Consortium a pu développer des stratégies de renforcement des chaînes de solidarité communautaire. En effet, jusqu'à la fin de son mandat, le Consortium n'a pas pu harmoniser et généraliser son système de chaîne de solidarité communautaire dans sa structure et forme de gestion.

Effets, Impact et durabilité

Compte tenu de sa durée relativement courte, il serait trop tôt de rechercher les retombées du programme. La mission constate un impact assez remarquable produit par les différentes sessions de formation sur différents thèmes liés à la production agricole. Des ménages affirment avec fierté qu'ils maîtrisent des techniques culturales et des techniques d'élevage enseignées par le Consortium. A titre d'exemple, certains chefs de ménage ont un revenu ajouté important via la vente de services comme technicien vétérinaire.

Les réalisations du Consortium ont eu pourtant des effets importants. Il s'agit principalement de :

- l'augmentation de la production enregistrée sur certaines saisons qui a eu pour conséquence la réduction sensible de la période de soudure ;
- une augmentation relative des revenus suite à la vente de caprins ;
- un meilleur accès et utilisation d'intrants agricoles comme semences et fertilisants.

b. OS2 : améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle

Cet objectif spécifique cible l'amélioration du statut nutritionnel et de santé des communautés ciblées. Cela inclut cinq résultats intermédiaires :

RI2.1 : Améliorer l'hygiène et l'assainissement

RI2.2 : Augmenter l'accès à l'eau dans les communautés choisies

RI2.3 : Une meilleure compréhension des pratiques préventives et curatives des soins

RI2.4 : Augmenter l'aide communautaire des personnes affectées par le VIH/sida

RI2.5 : Une meilleure connaissance des participants a varié l'utilisation des denrées alimentaires.

Le consortium a traité le OS2 à des degrés différents. Africare focalise ses efforts sur la formation sur l'hygiène, l'assainissement, l'alimentation et le VIH/SIDA. A travers les 35 associations déjà formées, Africare encourage les membres des communautés à augmenter la diversité des produits alimentaires. De plus, plusieurs associations VIH/SIDA ont été initiées et soutenues par Africare. CARE travaille uniquement sur IR 2.4, utilisant les organisations partenaires, comme le SWAA, en donnant une plus large formation aux membres des communautés sélectionnées. En plus, CARE contribue à la création et au soutien des associations PVVS, et distribue des préservatifs. CRS, le seul consortium partenaire traitant le IR2.2, construit de nouveaux systèmes d'approvisionnements en eau et réhabilite les infrastructures locales. En même temps que la création de nouveaux points de distribution d'eau, CRS forme les comités des niveaux de collines à l'hygiène et à l'utilisation des sanitaires ainsi qu'à la gestion des nouveaux points d'eau. Dans le secteur nutritionnel, CRS fournit des graines pour tester, agrandir et diversifier la consommation de denrées alimentaires. Ils dirigent les formations VIH/SIDA et les campagnes de sensibilisation en utilisant une troupe de théâtre national et les témoins PVVS. World Vision collabore avec les autorités médicales locales de façon à renforcer leurs formations des agents de santé communautaires sur l'étendu du sujet médical. Les agents de santé communautaires sont en charge de la formation des ménages et de la surveillance et des changements de comportements. Les sujets médicaux explorés comprennent la nutrition, l'hygiène et sanitaire, VIH/SIDA, et des mesures médicales préventives. World Vision soutient également les associations locales.

Trois indicateurs nutritionnels mesurent le statut des populations : l'indice de la diversité alimentaire (IDA) des ménages, le pourcentage des ménages montrant un IDA supérieur à 4 et la nombre moyen de repas pris par les ménages par jour. L'IDA est une moyenne faite sur un total maximum de 13. La moyenne IDA pour toutes les collines surveillées a augmenté de 13%, de 3.17 en 2005 à 3.59 en 2007, pour tous les participants et non participants au projet de consortium (voir tableau 2.1). Ces informations suggèrent que l'utilisation de diverses sources de nourritures est augmentée. Le pourcentage des ménages avec un IDA supérieur à 4 confirme cette augmentation. En 2005 18% des ménages ont enregistré un score au-dessus de 4, comparé à 45% des participants en 2005, soit une augmentation de 155%. En plus de l'augmentation de la diversité alimentaire de la population, le nombre de repas est également augmenté (voir tableau 2.1b). Le

Tableau 2.1: NUTRITION: Indice de Diversité Alimentaire (IDA, max=13)

Évaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1263)	
	3.17	
Finale (2007)	Participant (n=430)	Non Participants (n=249)
	3.59	3.59
Changement entre 2005 et 2007	13%	

Tableau 2.1a: NUTRITION: % de ménages avec un indice de diversité alimentaire supérieur à 4.0

Évaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1263)	
	18%	
Finale (2007)	Participant (n=430)	Non Participants (n=249)
	45%	46%
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	155%	

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives (p=<0.000)

Tableau 2.1b: NUTRITION: Nombre moyen de repas par ménage

Évaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1262)	
	1.59	
Finale (2007)	Participant (n=427)	Non Participants (n=249)
	1.73	1.75
Changement entre 2005 et 2007	9%	

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives (p=<0.000)

nombre de repas par ménage participant est comptabilisé sur le nombre de repas pris par les femmes, les hommes et les enfants. La moyenne des repas a augmenté de 9% dans les deux dernières années, passant de 1.59 en 2005 à 1.73 en 2007- Il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les ménages participants et non participants.

L'amélioration des habitudes alimentaires de la population au cours des deux dernières années coïncide avec une augmentation de la production et une baisse du nombre de mois de famine.

"La santé de mes enfants s'améliore ... les gens le voient et veulent faire pareil... Leur peau, leurs cheveux et leur santé vont mieux..."

Marie fait partie de l'association de nutrition de Karusi. Elle dit que les femmes de l'association font un challenge sur les poids de leurs enfants. Elle est grâce aux formations et aux balances

Ensemble, les données qualitatives et quantitatives suggèrent à la fois une meilleure disponibilité alimentaire et une meilleure connaissance de pratiques appropriées. Afin d'engager les communautés participant au projet de consortium, plus de 18,000 participants ont été formés à de nouvelles techniques de cuisine. Les femmes interviewées sur ces formations affirment que l'éducation nutritive a un impact direct sur la santé de leurs enfants. Un membre d'une association de nutrition créée par le consortium se vantait des changements significatifs au niveau de la santé de ses propres enfants ainsi que sur ceux de sa

communauté grâce aux balances fournies par Africare. Les balances offrent aux associations la capacité de surveiller des indicateurs spécifiques et de recommander d'interventions en matière de malnutrition infantile.

Néanmoins, plusieurs participants nous ont signalé que les faibles moyens, des mauvaises conditions climatiques ainsi que de faibles récoltes entravaient les efforts de changement des pratiques culinaires. Ces problèmes nous expliquent pourquoi des efforts du consortium et de ses partenaires en matière d'éducation nutritionnelle n'ont pas produits de plus grands changements.

Le cadre logique stipule que le statut sanitaire des populations soit mesuré en estimant le pourcentage des ménages où deux ou plus des membres avaient été malades lors des deux dernières semaines. Cet indicateur inclut tous les enfants ayant la diarrhée ou des maux similaires et toutes les personnes de plus de cinq ans atteintes de maladies diverses. Tous les cas de maladie ont été volontairement rapportés par le chef de famille. 38% des ménages participants et 40% des non participants ont eu au moins deux membres du foyer malade dans les deux semaines qui ont précédé l'enquête finale (voir tableau 2.2). La différence entre les ménages participants et non participants n'est pas statistiquement représentative. La force de cet indicateur est limitée du fait qu'elle ne reflète pas l'ensemble des personnes qui ont été malades par ménage. Le pourcentage total de la population malade dans cette période peut être plus ou moins grand que ces données l'indiquent.

Tableau 2.2: SANTÉ: % de ménages avec au moins 2 membres qui ont été malades lors des 2 dernières semaines

Évaluation	Total	
Finale (2007)	Participant (n=430)	Non Participants (n=249)
	38%	40%

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives (p<0.000)

Tableau 2.3: EAU/ASSAINISSEMENT: % de ménages ayant accès aux latrines couvertes ou améliorées

Évaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1176)	
	33%	
Finale (2007)	Participant (n=430)	Non Participants (n=249)
	47%	45%
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	44%	

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives (p<0.000)

IR 2.1 Amélioration de l'hygiène et de l'assainissement :

Le pourcentage de ménages utilisant des latrines couvertes ou améliorées sert d'indicateur comme le montre le tableau 2.3 ou 44% des ménages utilisent des toilettes couvertes au niveau des foyers. En 2007, 47% des ménages participants utilisent des toilettes couvertes ou améliorées contre 33% en 2005. Il n'y a pas de différence statistiquement significative entre ménages participants et non participants.

Chacun des partenaires du consortium qui participe aux formations sur

L'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement ont vu un net progrès en terme de pourcentage de foyers améliorant leurs pratiques. Les maladies infantiles du à de mauvaises conditions d'hygiène ou d'assainissement baisse, mais de nombreux ménages mentionnent les coûts d'achat du ciment pour les latrines et les réservoirs d'eau sont un gros obstacle. A l'intérieure du Consortium, CARE est le seul partenaire qui n'a pas fourni de formation sur l'hygiène et les sanitaires. Dans les régions ou CARE intervient, le pourcentage des ménages qui couvrent ou améliorent leurs latrines a diminué de 22% dans les deux dernières années.

IR2.2 Amélioration de l'accès a l'eau :

Il n'y a pas eu de collecte de données pour mesurer l'impacte de CRS sur les activités de construction ou de réhabilitations des infrastructures d'approvisionnements en eau. Les interviews avec les représentants officiels de santé et les membres du comité de gestion de l'eau sur une des collines participante révèlent que le nouveau système de distribution de l'eau dessert plus de communautés mais présente des défis. Selon les officiels locaux, le système d'adduction est pollué parfois par de l'eau au cours des sept kilomètres qui relie l'approvisionnement de la source. Le comité de direction a été entraîné à collecter une taxe sur la colline afin de gérer les points de distributions et intervenir pour des travaux de maintiens. Un arrangement a été trouvé entre les techniciens des communes pour assurer les réparations le cas échéants.

IR2.3 Meilleure compréhension des pratiques médical préventives et curatives

Deux indicateurs mesurent le niveau de compréhension des pratiques médicale des enfants. Le premier est le pourcentage de ménages utilisant la thérapie de réhydratation orale (TRO) sur les

Tableau 2.4: SANTÉ PRÉVENTIVE: % des ménages ayant utilisé des SRO (ménages avec enfants qui ont souffert de la diarrhée)

Évaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1263)	
	58%	
Finale (2007)	Participant (n=96)	Non Participants (n=58)
	85%	89%
Changement entre 2005 et 2007	47%	

L'augmentation est probablement du à une meilleur connaissance des effets et/ou a une meilleur disponibilité.

Le deuxième indicateur est le pourcentage d'enfants recevant le vaccin BCG1 contre la tuberculose (tableau 2.5). En 2005, 96% des enfants on été vacciné. Une augmentation de plus ou moins 2% a été réalisée dans les deux dernières années. 99% des enfants des ménages participants ont reçu cette vaccination, ce qui rend cette vaccination presque universelle sur la population surveillée. Les différences entre participants et non participant ne sont pas statistiquement significatives. Selon ces deux indicateurs, l'utilisation de mesures de santé préventives a augmenté dans les ménages ruraux au cours des deux dernières années.

En incluant les enfants qui reçoivent de TRO fait maison ou emballé et les TRO des centres de santé, on note que les TRO depuis plus de deux ans ont augmenté de 47%. Les ménages sont passés de 58% en 2005 à 85% en 2007. La différence statistique d'utilisations entre participants et non participant n'est pas significative.

Tableau 2.5: VACCINATION: couverture vaccinale en BCG-1

Évaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1263)	
	96%	
Finale (2007)	Participant (n=430)	Non Participants (n=249)
	99%	98%
Changement entre 2005 et 2007	2%	

Tableau 2.6: VIH/SIDA: % de ménages sachant que le VIH/SIDA est une maladie transmissible

Évaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1263)	
	98%	
Finale (2007)	Participant (n=430)	Non Participants (n=249)
	99%	99%
Changement entre 2005 et 2007	1%	

VIH comme un virus transmissible par l'homme (voir tableau 2.6). Déjà en 2005, 98% possédait

IR2.4 Augmenter l'appui aux communautés pour les populations affecter par le VIH/SIDA

A l'intérieur de ce résultat intermédiaire, une meilleure connaissance et le niveau de soutien apporté aux personnes affectés par le VIH ont été considérés. Le premier indicateur s'agit du nombre de chefs de ménage capables d'identifier le

cette connaissance. En 2007, 99% accusait connaissance –démontrant une sensibilisation quasi-totale du risque de VIH/SIDA.

Sur ces 99% de la population étudiée pouvant identifier le VIH/SIDA, une majorité de ces personnes ont des informations incorrects ou incomplètes concernant les modes de transmissions. Pour ce qui concerne cette évaluation:

- Bonne connaissance : signifie capable d'identifier correctement les trois modes de transmission (transmission sanguine, transmission sexuel, transmission de la mère a l'enfants).
- Moyenne connaissance : capable de correctement identifier au moins deux modes de transmission mais fournies d'autres informations incorrectes
- Faible connaissance : capable d'identifier un seul ou aucun mode de transmission.

Tableau 2.6a: VIH/SIDA: % de chefs de ménages connaissant les modes de transmission

<i>Evaluation</i>	Total
Niveau de Connaissance:	(n=679)
Bonne Connaissance¹	16%
Connaissance Moyenne²	71%
Faible Connaissance³	12%
Ne Sait Pas	1%

1: chef de ménage a nommé exclusivement les trois formes de transmission (relations sexuelles, mere-a-l'enfant, sang-a-sang)

2: a nommé au moins 2 formes de transmission correctes en ajoutant d'autres incorrectes

3: a nommé une seule forme de transmission ou rien de tout

Le niveau de connaissance des chefs de ménage est montré dans le tableau 2.6a. 16% ont une bonne connaissance, 71% ont une moyenne connaissance et 13% ont une faible connaissance. Il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les réponses apportées par les hommes et celle des femmes. La moyenne du niveau de connaissance est de 2.06 sachant que "0" ne corresponde à aucune connaissance du VIH et que "3" signifie une bonne connaissance des modes de

transmission. L'envergure et la nature des formations VIH/SIDA varient selon les partenaires, mais elles ont collectivement sensibilisé plus de 54 000 personnes. Les membres des communautés formés réclament d'opportunité de partager leurs nouvelles connaissances. Un des effets les plus remarqué lors des campagnes de sensibilisation est l'augmentation des dépistages volontaires dans les centres et ce malgré de longs trajets entre les collines et les centres.

Le dernier indicateur concernant le VIH/SIDA est le pourcentage de collines qui initient et soutiennent les PVVS –un collecté en utilisant des méthodes qualitatives. Les données de 17 des 32 collines confirment que 53% des PVVS reçoivent, ou ont reçu, un soutien (voir tableau 2.7). Ce pourcentage est basé sur les efforts des évaluateurs d'identifier un groupe PVVS dans une population étudiée. Si aucun PVVS ou association PVVS ne peut être identifié, la colline est considérée comme sans initiative.

Tableau 2.7: VIH/SIDA: % des collines ayant pris au moins une initiative d'assister les PVVS

<i>Evaluation</i>	Partenaire du Consortium				Total
	Africare	CARE	CRS	World Vision	
Finale (2007)	(n=8 collines)	(n=8 collines)	(n=8 collines)	(n=8 collines)	(n=32 collines)
	14.3%	75%	75%	50%	53%

Résultats Qualitatifs: moins d'un tiers de collines enquêtées ont mentionné le consortium comme initiateur

Au cas où il y est des soutient existants, les répondants nous communiquent la nature du soutient et son pourvoyeur. Les PVVS mentionnent que le travail et les initiatives ont été effectuées par les partenaires du consortium sur 34% des collines, même si souvent les efforts avaient leurs racines dans d'autres projets (non-Consortium). Les participants en groupe cible ont aussi listé les partenaires: le centre de santé, SWAA, RBP+, PAM, les bienfaiteurs et l'association nationale des séropositifs et sidéens (ANSS). Les actions considérées les plus utiles par les PVVS interviewés inclurais l'aide alimentaire, la distribution de graines, les formations et l'aide avec les enfants. Il résulterais de ces initiatives de meilleur soins et une meilleur nutrition pour les enfants de PVVS, un renforcement de l'autosuffisance grâce à l'apport des graines et d'autres AGRs, le soutient morale et matériel renforcé par les échanges entre les PVVS et l'augmentation en connaissance générale de la population.

Néanmoins, peur de se manifester demeure toujours dans les collines. Peu de projets en cours sont initiés par des membres de la communauté, indiquant un manque de soutien systématique au niveau de la communauté. Les membres des associations PVVS ont souligné un manque de ressources pour la gestion de leurs associations –un facteur qui limite l'étendue de leurs activités. Le transport entre la colline et le centre de dépistage ou de traitement demeure un énorme défi et à même été cité comme la cause de la mort précoce de nombreux PVVS.

Josephine est présidente de l'association RBP+ en Colline Busoni; elle fut la première de sa colline à connaître son statut de VIH+. Elle décrit l'importance des associations PVVS:

"Une femme qui avait entendu parler de moi fit le voyage dans ma région et me chercha pendant trois jours. Je lui ai donné de l'argent pour se rendre à Kirundo afin de se faire dépister et obtenir une aide médicale. Elle revint et rechercha pour obtenir plus d'aide."

Conclusions de l'OS2 : amélioration de la situation sanitaire et nutritionnelle

Progrès depuis l'évaluation de mi-parcours

Dans le secteur de la santé, les recommandations proposées lors de l'évaluation de mi-parcours ont été réalisées. Les recommandations qui suivent ont été faites:

- 1-Trouver des moyens créatifs de transmettre l'information.
- 2- Continuer à identifier et supporter les initiatives d'aide aux PVVS et plus spécialement aux PLWA.
- 3-Renforcer les capacités des comités de direction de l'eau.

La première recommandation s'applique à une stratégie d'éducation sur la santé. Les partenaires du consortium utilisent des différentes stratégies pour transmettre l'information aux populations. Chacune d'elle intéresse les populations. Tous les participants interviewés valorisent la connaissance acquise lors des formations et l'application qu'ils peuvent en faire dans leurs ménages et au près des membres de leurs communautés. CRS organise plusieurs représentations théâtrales basées sur la santé. Ces représentations ne sont pas uniquement faites pour réunir les personnes afin de leur transmettre d'importants messages mais également pour encourager les acteurs communautaires sur d'autres projets de même nature. A Karusi, la stratégie d'Africare est de faire en sorte que le maximum de ménages puisse assister aux démonstrations culinaires. Les démonstrations dans les ménages sont effectuées en système de rotation. Si les participants ne sont pas à même de fournir la nourriture, ils peuvent certains fois utiliser de petite quantité provenant des plantations appartenant aux associations. Avec World Vision, les agents de santé communautaire organisent des formations diverses et complètes ouvertes à tous les ménages sur chaque colline. Finalement, CARE, en partenariat avec SWAA, a apporté une formation HIV/SIDA approfondie de dix jours offerte aux hommes et aux femmes de toute âge.

Bien que partiellement, la deuxième recommandation a été réalisée. Sur des groupes ciblés, les PVVS apprécient les dons de graines et les formations fournies par les partenaires du consortium. Comme mentionné précédemment, il y a toujours un manque de soutien systématique aux PVVS. Les traitements pour les PVVS sont particulièrement difficiles à obtenir principalement en raison du prix et du transport.

Certains points de la troisième recommandation ont été réalisés. Un officier local rapporte que des comités de gestion des points d'eau existent à certains endroits mais pas à d'autres. Un membre du comité de gestion confirme qu'il a bien reçu la formation hygiène/assainissement et l'aide financière. Le comité a implanté une taxe à tous les foyers de la colline et mis en place un protocole d'accord concernant les techniciens de commune pour les travaux d'entretien. Le développement durable du comité est prélevé chaque semaine par une taxe minimum. Les officiers des communes confirment que les coûts d'entretien sont sous la responsabilité des

collines car le gouvernement ne fournit pas de budget pour les infrastructures d'approvisionnement en eau.

Effets, impacts et développement durable

Les données qualitatives et quantitatives montrent que l'état de santé de la population est stable et en progrès dans de nombreux secteurs. L'extension des formations hygiène/assainissement, nutrition, pratiques préventives de santé et HIV/SIDA est une étape cruciale vers un changement de comportement qui doit amener à une amélioration du statut sur la santé publique et la condition de vie des ménages. Les participants interviewés confirment uniformément qu'ils ont pris connaissance de l'importance d'améliorer leur alimentation et leur santé et que les éléments de projet durable sont dans leur intérêt. Ils nous ont confiés qu'ils allaient effectuer des changements rapidement ou du moins dès que leurs ressources le permettent. Il y a bon espoir de voir l'enthousiasme et l'optimisme s'étendre même après l'arrêt du projet de consortium.

Le fait de collaborer étroitement avec les autorités locales et les associations locales contribue énormément à l'impact durable du consortium, il apparaît que certaines associations sont assez fortes pour soutenir les formations et les ressources sans le soutien du Consortium. Néanmoins, il n'est pas garanti que certaines associations de PVVS aient les ressources effectives nécessaires pour assister les PVVS. Selon la progression de leur niveau de santé, il est fort possible que certains membres de ces associations n'aient plus la force de continuer à contribuer aux activités de l'association. Néanmoins les chefs des collines et les membres sont fiers de démontrer une forte entraide communautaire.

Les efforts de collaboration de World Vision avec les autorités locales visent à étendre les structures de santé locales et renforcer leur capacité. Ils ont travaillé en parallèle avec des techniciens aux niveaux des communes pour choisir les agents de santé communautaire (ASC) et les aider à faciliter les formations des agents ainsi que les chefs de collines. Ce programme a un grand potentiel de durabilité en raison du fait que les autorités de santé locale soient impliquées sur une grande échelle. Le seul problème visible est le manque de motivation des volontaires ASC en dehors de l'action du programme. L'administration communale ne fournit aucune aide financière aux ASC et donc il y a peur de motivation à continuer les activités.

"Cet instruction et les changements qui l'accompagne sont très bénéfiques, pourquoi voulez vous que nous arrêtons ?"

Femmes ayant suivi la formation World Vision à Muyinga, interviewées sur la durabilité du projet de santé du Consortium

« Nous profitons de toute les réunions de la communauté afin de lancer des messages sur le HIV/SIDA" Femmes PVVS animateurs formées par CARE

c. OS3 : promouvoir l'agro entreprise et les activités génératrices de revenus

Volets et activités par résultat intermédiaire

L'objectif spécifique trois qui comprend trois résultats intermédiaires a promu le développement de l'agro entreprise et les activités génératrices de revenus d'une manière équitable. Même si étroitement lié à l'objectif spécifique 1, Agriculture, cet objectif a été relativement nouveau pour les agences du Consortium.

Même si cet objectif est généralement accepté par les membres du Consortium comme une spécialité du CRS, toutes les quatre agences se sont mises sérieusement à l'épreuve employant des approches très diverses. L'équipe d'évaluateurs a remarqué le travail de CRS surtout dans l'identification des opportunités de faire des revenus à travers le riz, le lait et la viande à l'échelle du bassin versant. Seul CRS a contribué à IR 3.3, l'amélioration de l'accès au marché avec un appui à l'aménagement des routes. Quand on leur demande de répartir le niveau d'effort investi à travers les 4 objectifs, les agents CRS donnent néanmoins la même importance à cet OS que trois autres agences (20% pour tous, sauf World Vision a 5%, voir Tableau 0.1).

Africare et CARE se sont concentrés sur les hangars, les coopératifs et les pharmacies vétérinaires. World Vision a choisi de renforcer les activités génératrices de revenus (AGR) moins fréquents comme le miel, le savon, le café et les peaux de chèvre. CARE et World Vision ont appuyé les ménages dans l'accès au crédit. Toutes les agences ont renforcé les capacités des participants en gestion financière et renforcement des statuts des associations.

Un seul indicateur dans le cadre logique est requis pour l'évaluation finale et concerne la durée du trajet au marché (RI 3.3). Néanmoins, plusieurs ont été collectés, le pourcentage des ménages pratiquant des activités génératrices de revenus et l'accès au crédit (les deux appartenant au RI 3.1).

Tableau 3.1: ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS: % de menages pratiquant au moins une AGR (par sexe du chef*)

Evaluation	Total	
	Femme	Homme
Enquête de Base (2005)	(n=1263)	
	69%	79%
Finale (2007)	(n=679)	
	70%	82%
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	3%	4%

* les différences entre hommes et femmes sont statistiquement significatives (p<0.00)

RI 3.1. Opportunités pour les activités économiques

Les activités génératrices de revenus sont en augmentation légère depuis deux ans, plus chez les hommes que chez les femmes chefs de ménage. Tableau 3.1 démontre une augmentation de 3% pour les femmes et de 4% pour les hommes. Quasiment toutes ces activités ont apportés des revenus est c'est pour cette raison principale qu'il fallait développer de telles activités.

L'accès au crédit démontre une nette amélioration entre 2005 et 2007 (Tableau 3.3), avec une différence statistiquement significative entre les participants et les non participants du Consortium. La légère différence entre participants et non participants chez CARE peut être expliqué par l'approche crédit-épargne qui a été commencé aussi par d'autres intervenants dans la zone, et surtout d'autres projets de CARE oeuvrant dans les mêmes zones.

Tableau 3.3: ACCES AU CRÉDIT: % de ménages ayant accès au crédit (derniers 12 mois)

Evaluation	Partenaire*** du Consortium								Total	
	Africare		CARE		CRS		World Vision			
Enquête de Base (2005)	(n=314)		(n=352)		(n=260)		(n= 306)		(n=1232)	
	5.00%		31.80%		12.30%		3%		13.80%	
Finale (2007)	Participant	Non-Participant	Participant	Non-Participant	Participant	Non-Participant	Participant	Non-Participant	Participant**	Non-Participant
	(n=107)	(n=74)	(n=114)	(n=60)	(n=93)	(n=39)	(n=111)	(n=71)	(n=420)	(n=244)
	12%	4%	36%	40%	15%	10%	14%	7%	20%	15%
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	136%		13%		23%		309%		41%	

** les différences entre participant et non participant sont statistiquement significatives (p<0,00)

RI 3.3 meilleur accès au marché

L'accès au marché a été estimé par la durée moyenne du trajet au marché (Tableau 3.2). Cet indicateur a aussi eu une nette augmentation depuis 2005 et 2007, passant d'une moyenne de 85 à 69 minutes. Dans toutes les agences il y avait une stabilisation voir une amélioration, surtout dans la zone de CRS, la seule agence travaillant sur l'aménagement des routes, et World Vision. Une autre explication pour cette amélioration peut venir de l'acquisition des vélos –une variable non considérée lors de cette enquête de ménages.

Tableau 3.2: ACCES AU MARCHÉ: la durée moyenne du trajet au marché (en minutes)

Evaluation	Total	
Enquête de Base (2005)	(n=1176)	
	85.31	
Finale (2007)	Participant	Non-Participant
	(n=430)	(n=249)
	69.67	78.01
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	-18%	

Conclusions de OS3 : développement de l'agri entreprise

Progrès vis-à-vis du Mi Parcours

L'évaluation à mi-parcours a fait deux principales recommandations pour cet objectif spécifique. Le premier, un programme de formation globale pour le staff du consortium en développement de l'agro entreprise, n'a pas été

réalisé faute de temps et de budget. Ceci dit, le CRS a mené des formations intéressantes dans ce domaine avec ses propres participants. La deuxième recommandation : faciliter la dynamique marché (vers centres urbains ou frontaliers), a été plus ou moins réalisé (e.g., les efforts de CRS et World Vision avec les chèvres, le riz, le miel et le savon).

Effets, Impact et Durabilité

En général, le statut des ménages est nettement amélioré à travers les interventions dans ce volet. Par rapport aux non bénéficiaires, les ménages bénéficiaires du Consortium sont mieux avantagés dans l'accès au crédit. Si l'accès au crédit est soutenu voir renforcé, ou si le crédit est investi de façon à assurer des revenus stables, cet impact pourrait être durable.

d. OS4 : réduire les conflits communautaires

Volets et activités par résultat intermédiaire

L'objectif spécifique quatre porte sur la réduction des conflits concernant surtout les ressources naturelles. Le premier résultat 4.1. Visait le renforcement des capacités des organisations à base communautaire (OBCs) dans la réduction des conflits et l'identification des solutions. Résultat Intermédiaire (IR) 4.2 visait l'engagement tripartite des structures locales, l'administration et la communauté dans la gestion des conflits. IR 4.3 ciblait le renforcement des capacités de ces mêmes structures. IR 4.4 contribuait la connaissance globale et le plaidoyer sur les conflits fonciers au Burundi à travers une série de projets de recherche.

Chaque partenaire (et le PCU, unité de recherche) a appliqué une approche différente pour répondre à cet objectif spécifique. L'approche la plus fréquemment utilisée était d'embaucher des consultants et/ou un partenaire (ONG national, i.e. MIPAREC, RAF2000+, CED Caritas, Diocean Peace and Justice Commission, etc.) pour inventorier les types de conflits par colline, développer des modules de formation, et les dispenser dans les communautés. Dans chaque agence, le contenu exact des modules était différent (code pénale, code foncier, code forestier...), le nombre de jours de formation variait entre 2 à 10, et les participants étaient composés des différents types de personnes (associations, *bashingatabe*, religieux, autorités communales).

CARE est généralement considéré par les autres agences d'être le plus avancé dans ce domaine ainsi que la parité genre qui est lié. Quand on leur demande de répartir leur niveau d'effort investi à travers les 4 objectifs, les agents CARE donnent plus d'importance à cet OS que les trois autres agences (15% pour CARE et 10% pour les autres, voir Tableau 0.1).

Le seul indicateur exigé par le cadre logique est lié au résultat 4.1, la recherche. Néanmoins, l'équipe de consultants, suite à la demande du PCU et de l'USAID, a ajouté deux indicateurs quantitatives et un entretien qualitatif dans toutes les 32 collines enquêtées afin de mieux apprécier le progrès global réalisé dans ce domaine si important.

Tableau 4.1: VIE ASSOCIATIVE: nombre moyen d'associations par colline

Evaluation	Partenaire du Consortium				Total
	Africare	CARE	CRS	World Vision	
Enquête de Base (2005):	(n=15 collines)	(n=15 collines)	(n=15 collines)	(n=15 collines)	(n=60 collines)
	6.30	5.05	4.34	5.08	5.22
Finale (2007)	(n=8 collines)	(n=8 collines)	(n=8 collines)	(n=8 collines)	(n=32 collines)
	9.89	8.32	8.28	9.53	9.06
Changement entre 2005 et 2007	57%	65%	91%	88%	74%

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives ($p < 0.00$)

RI 4.1 nombre d'associations

Systématiquement, dans toutes les collines enquêtées et toutes les quatre agences, le nombre moyen d'associations existantes a augmenté depuis 2005, de façon significative (voir Tableau 4.1). Là où on en a enregistré le plus petit nombre moyen d'associations par colline en 2005, manifestait le plus grand nombre en 2007. En général, de 5,22 associations par colline en 2005, les zones ciblées par le Consortium ont noté une moyenne de 9,06 en 2007 –une augmentation de 74%.

RI4.2 qualité et engagement tripartite (ménages, associations et structures)

Seule la quantité des associations ne suffit pas pour assurer une meilleure vie communautaire. IR4.2 vise également la qualité des ces associations, avec des membres des ménages qui en font partie. En 2005, moins de 40% des ménages enquêtés avait un membre qui participait dans au moins une association. En 2007, ce chiffre a augmenté jusqu'à 64% pour les ménages participant directement dans le consortium. Le chiffre pour les ménages « control » non participant dans le consortium n'a pas évolué les derniers deux ans (Tableau 4.2) et les différences entre participant et non participant sont statistiquement significatives.

Tableau 4.2: PARTICIPATION A LA VIE ASSOCIATIVE: Nombre moyen de ménages ayant au moins un membre dans une association

Évaluation	Partenaire*** du Consortium								Total	
	Africare		CARE		CRS		World Vision			
Enquête de Base (2005)	(n=320)		(n=352)		(n=276)		(n=315)		(n=1263)	
	33%		53%		49%		23%		39%	
Finale (2007)	Participant**	Non Participants	Participant**	Non Participant	Participant**	Non Participant	Participant**	Non Participant	Participant**	Non Participant
	(n=104)	(n=74)	(n=120)	(n=65)	(n=94)	(n=39)	(n=112)	(n=71)	(n=430)	(n=249)
	65%	43%	76%	42%	50%	28%	62%	34%	64%	38%
Changement entre 2005 et 2007 (Participant)	98%		43%		2%		168%		64%	

** les différences entre participant et non participant sont statistiquement significatives (p<0.00)

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives (p<0.05)

Tableau 4.2a: PARTICIPATION: Nb. moyen de femmes/hommes membres par ménages bénéficiaires, par sexe du membre

Évaluation	Partenaire*** du Consortium								Total	
	Africare		CARE		CRS		World Vision		Femmes	Hommes
Finale (2007)	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
	(n=104)		(n=120)		(n=94)		(n=112)		(n=430)	
	0.64	0.85	0.96	1.04	0.45	0.61	1.03	0.79	0.79	0.83

*** les différences entre partenaires sont statistiquement significatives pour les femmes uniquement (p<0.05)

Afin d'étudier l'équité genre (Tableau 4.2a), on a analysé le nombre moyen de femmes / hommes membres par ménage participant au Consortium. On a pu constater qu'en 2007 les femmes sont légèrement moins actives dans les associations à 0.79 femmes par ménage bénéficiaire par rapport à 0.83 homme membre par ménage (cette différence n'est néanmoins pas statistiquement significative). C'est intéressant de voir que dans les zones de World Vision, les associations ont pu attirer plus de femmes (1.03) que des hommes (0.79).

RI 4.3 : la capacité des association et structures

En ce qui concerne spécifiquement la gestion de conflits, le nombre de formations dispensées a augmenté. Sans pouvoir comparer avec l'enquête de base OS4 de 2005 (faute de différentes cibles) (Tableau 4.3), jusqu'à 69% des collines a reçu des formations. Il est intéressant de noter qu'un certain nombre de formations reçues n'ont pas été dispensées par le Consortium. Il est important à remarquer qu'il y a eu de nombreuses formations générales par toutes les quatre agences qui ont renforcé la gestion des conflits (à travers les associations, etc.) sans pour autant avoir nommé la formation « gestion des conflits ».

Tableau 4.3: GESTION de CONFLITS: Nombre de repondants/collines ayant reçu une formation¹ en gestion des conflits

Évaluation	Total
Finale (2007)	(n=32 Collines)
	69%

1. Résultats qualitatifs: certaines de ces formations ne sont pas fournies par le consortium

Il est intéressant de noter qu'un certain nombre de formations reçues n'ont pas été dispensées par le Consortium. Il est important à remarquer qu'il y a eu de nombreuses formations générales par toutes les quatre agences qui ont renforcé la gestion des conflits (à travers les associations, etc.) sans pour autant avoir nommé la formation « gestion des conflits ».

RI 4.4 : La recherche sur les conflits fonciers

L'unité de recherche de PCU a géré une série de cinq projets de recherche basés sur une logique bien établie. En partant d'une étude sur les principales causes des conflits au Burundi, on passe à l'étude sur les différentes façons de gérer les conflits localement, suivi par deux appuis particulières sur ceux qui sont sans terre –et donc, susceptible d'augmenter le nombre de conflits –et ceux qui migrent à l'intérieur du pays. La dernière étude résume les quatre autres en insistant sur le volet de prévention. Les premières trois œuvres sont déjà documentés et seront présentés lors d'un atelier à Bujumbura ouvert par le 1^{er} Vice-président de la République fin août 2007.

Conclusions de OS4 : réduction des conflits

Progrès vis-à-vis du Mi Parcours :

L'évaluation à mi-parcours proposait principalement trois changements. Ils sont cités ci-après avec les opinions des auteurs de cette évaluation finale :

1. Offrir un programme de formation pour le personnel du consortium

Ceci n'a pas été mentionné lors de l'évaluation finale et mérite d'être revu.

2. Identification d'une ONG locale pour former:

Ceci n'a pas été mentionné lors de l'évaluation finale et est fortement conseillé afin de capitaliser sur tous les efforts menés par 5-6 différents ONGs nationales.

3. Unité de recherche: la proposition a été d'arrêter les contrats et ne plus continuer avec de la recherche dirigée par un consortium d'ONG.

Les consultants de la présente mission ne partagent pas cette recommandation. Plutôt, l'équipe a bien apprécié le bon travail démarré par l'unité de recherche. Il ne mérite pas seulement d'exister mais d'être soutenu et bénéficier d'une large diffusion. Les formations bénéficieront d'être harmonisées, standardisées et dispensées plus systématiquement dans toutes les collines.

Effets, Impact et Durabilité :

Les effets réalisés par cet objectif spécifique ont déjà porté des fruits, mais le plus grand impact est encore attendu et mérite un soutien continu. L'impact déjà visible et significatif sur la gestion des conflits est l'implication des femmes qui sont actuellement en mesure de gérer des conflits quotidiens de leur entourage. L'arrêt quasi-total de « paiements traditionnels » pour des audiences dans les communautés ou la formation a eu lieu constitue l'effet le plus remarquable au niveau de cet objectif spécifique.

Témoignages des femmes interviewées :

- « Maintenant on peut gérer nous-mêmes les conflits...sans les hommes et sans demander une audience. »
- « Même si on doit aller à un autre niveau, tout le monde sait maintenant que les services sont gratuits ».

4. CONCLUSIONS GLOBALES

Le bien-être des populations ciblées par le Consortium semble être renforcé depuis deux ans, observé en 2007 en visitant les mêmes ménages de l'enquête de base en 2005. Partout la mission a rencontré des participants qui réclament encore des formations qui contribueraient à réduire leur vulnérabilité en renforçant leur capacité. Les femmes dans la plupart de collines osaient parler à haute voix devant les hommes, et avec la confiance d'un meilleur avenir :

- « *Ce qu'on a appris nous appartient maintenant. Personne ne peut nous le voler.* »
- « *Nous n'avons pas besoin d'agence X pour retenir nos nouvelles connaissances* »
- « *Dites-nous en dernière minute qu'il y aura une formation demain, et on y sera. On voudrait apprendre plus.* »

Les réalisations du Consortium au niveau quantitatif sont bonnes. Si le statut des communautés ciblées par le Consortium est maintenu, voir amélioré --comme manifesté dans de nombreux indicateurs-- on ne peut pas espérer un meilleur impact après deux ans d'effort. La réduction de la vulnérabilité des groupes ciblés a diminué sans aucun doute. Des associations sont créées et renforcées, des formations valables menées et encore réclamées à travers les quatre provinces.

Ceci dit, les efforts menés par les membres du Consortium durent depuis plus de deux ans dans les mêmes zones. Il ne serait donc pas juste d'essayer d'attribuer cette légère amélioration au Consortium ou au programme PNUD. Des efforts sont aussi menés par d'autres intervenants y compris l'administration, parallèlement dans les mêmes communes. Pour cette raison seule, les indicateurs suivants --de par leur différence significative entre participants et non participants du Consortium dans l'ensemble des ménages enquêtés-- sont retenus avec l'espoir de représenter un impact possible du consortium :

- Effectif cheptel
- Mois de soudure
- Utilisation de semences
- Utilisation de fertilisation
- Accès au crédit
- Participation à la vie associative.

En ce qui concerne les critères standards de toute évaluation proposée par le *Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action (ALNAP)* voici ci après les conclusions de l'équipe d'évaluation:

Pertinence et relevance

La pertinence des interventions signifie que le programme prend en compte les besoins réels des communautés ainsi que les exigences des bailleurs. Avec l'exception d'un appui plus prononcé dans les infrastructures en eau, le Consortium a assuré que ses interventions s'alignent avec les besoins des populations à travers l'approche holistique de la sécurité des conditions de vie des ménages.

« Connectedness »

Le Consortium a assuré que les interventions ont été connectées de façon à satisfaire l'objectif de renforcer la sécurité des conditions de vie des ménages (SCVM) : agriculture, santé, revenu et conflit. Les efforts de lier ces volets ont été remarquables et méritent d'être renforcés.

Cohérence

Cohérence souligne le besoin de prendre en compte le contexte politique, humanitaire et les droits de l'homme dans la mise en œuvre des interventions du Consortium. Les interventions du Consortium ont œuvré à l'intérieur d'un contexte délicat et changeant, tout en respectant et

renforçant (dans la mesure du possible) l'administration, les droits de l'homme, l'équité genre et le maintien de la paix.

Efficacité

L'efficacité mesure dans quelle mesure les interventions satisfont leurs objectifs. Le « timing » est implicite au niveau de l'efficacité. L'équipe des évaluateurs a constaté le maintien ou l'amélioration des conditions des populations cibles. Tous les changements remarquables ne peuvent pas être attribués seul au Consortium.

Efficience

L'efficience mesure les résultats qualitatifs ou quantitatifs achevés ; ceci requière une comparaison des différentes approches afin de voir si la plus efficiente a été employée par la plupart des membres. Dans le Consortium, il y a eu une duplication d'effort dans certains volets qui auraient bénéficié d'une meilleure harmonisation pour être plus efficient. Les exemples notables sont :

- le développement des modules de formation en gestion de conflit par au moins 3 différents acteurs,
- les chaînes de solidarités communautaires avec une surveillance différente par zone et des impacts très variés
- la construction des coopératives / hangars avec un coût de construction deux fois plus cher dans certains cas.

En général, deux ans n'ont pas suffi pour créer davantage d'occasions capitalisant sur les atouts de chaque agence.

Impact et Durabilité

L'impact du Consortium a été visible surtout à travers la familiarisation des populations en nouvelles techniques, et connaissances --avec un impact particulier chez les femmes.

Les efforts de deux ans n'étant pas durable en eux mêmes, l'accent mis sur les formations par le Consortium a assuré une durabilité qui portera des fruits visibles surtout dans quelques trois années.

Au niveau général, les évaluateurs constatent que ce ne serait pas un moment propice pour arrêter les interventions. Comme le traduisait une des participants au Consortium :

« Une graine de changement a été planté, et ce n'est pas le moment d'arrêter de l'arroser. »

5. RECOMMANDATIONS

Les recommandations générales et spécifiques présentées ci-dessous sont organisées par thème.

Le Consortium

La valeur ajoutée d'un Consortium ne réside pas seulement dans quelques bons échanges techniques –qui pourraient être effectués en dehors du Consortium. Pour gagner quelque chose notable d'un Consortium, il faudra établir une vraie stratégie conjointe avant la mise en œuvre du programme, avec la considération d'au moins un des critères suivants :

- Harmoniser les approches et priorités dans différentes zones de la même envergure (e.g. 10 collines chaque agence) afin d'achever un impact semblable conjoint;
- Dans une même zone de couverture, fournir des approches complémentaires (e.g. agro entreprise et routes de CRS, conflit et genre de CARE, environnement et AGRs de Africare et renforcement de l'administration de World Vision);
- Structurer les échanges techniques en sorte que les avantages et inconvénients de chaque agence soient mis en évidence systématiquement, et mesurés dans le cadre logique et en même temps que les indicateurs visant les bénéficiaires directs.

Une autre suggestion est de refuser un consortium d'une durée aussi brève. Le niveau d'effort investi dans les réunions, les discussions, les partages et les rapports conjoints distraient notablement l'attention normalement prévue pour les bénéficiaires. La vraie valeur du Consortium serait possible dans un programme d'une durée d'au moins cinq ans.

Le Suivi-Evaluation

Avec ou sans consortium, prendre le temps d'éduquer les bailleurs. Même si les évaluations de base et finales sont essentielles, insister sur moins d'évaluations pour un programme de si courte durée. Trois évaluations coûteuses en deux ans n'ont pas de sens si non qu'elles sont budgétivores. Dans la même optique, une autre recommandation est d'effectuer une évaluation du Consortium dans trois ans, afin de voir les vrais fruits des efforts (formations surtout) effectués ces deux dernières années.

Les formations

Accompagner les formations par une distribution appropriée permettant aux participants de mettre en pratique ses nouvelles connaissances. Un exemple est de distribuer les récipients d'eau couverts en même temps que la formation d'hygiène.

Les Objectifs Spécifiques

Dans un éventuel programme SCVM (individuel ou en Consortium), les recommandations spécifiques par objectif sont présentées ci-après:

- OS1: amélioration de la production agricole

Poursuivre et renforcer davantage certaines activités

Comme déjà évoqué plus haut, la période du Consortium a été relativement très courte pour pouvoir asseoir certains acquis. Des progrès ont été réalisés et ce serait peine perdue si l'on abandonnait certaines actions encore prometteuses de bons résultats dans la communauté.

Aussi, il serait utile de poursuivre et renforcer certaines activités comme le système de chaîne de solidarité communautaire, la disponibilisation de semences et plants, les formations en rapport avec la production de semences pour les cultures importantes dans différentes communes etc..

Harmoniser et renforcer certaines activités

Certaines agences ont des expériences qui méritent d'être capitalisées. Il s'agit par exemple des foires semencières initiées par CRS et bien appréciées par les communautés. Le Consortium gagnerait beaucoup de les harmoniser au sein des autres agences. De même, le système de chaîne de solidarité communautaire devrait bénéficier de plus d'attention dans les agences dont la gestion de la « chaîne » n'est pas encore bien maîtrisée et il s'agit de tous les partenaires sauf CRS.

Il serait aussi intéressant d'analyser les possibilités d'introduire la vache dans la chaîne de solidarité communautaire, de revoir et harmoniser le nombre de têtes de caprins par ménage au sein du Consortium.

Renforcer les capacités des multiplicateurs de semences

Certes le Consortium a déployé des efforts louables en faveur des ménages bénéficiaires de semences mais le pas à franchir est néanmoins encore long pour être à la hauteur des besoins réels des ménages agricoles. Aussi, les efforts devraient être concentrés sur le renforcement des capacités de producteurs de semences (associations ou fermiers –modèles).

La promotion de la production de semences se traduirait par des actions d'appui matériel (intrants et matériels), technique (accompagnement technique) et organisationnel (gestion, etc.)

- OS2 : amélioration de la situation sanitaire et nutritionnelle

Accorder plus d'importance au volet santé dans le but de trouver un équilibre SCVM

Il est impossible d'obtenir un impact durable en sécurité de conditions de vie des ménages sans offrir un panier complet d'interventions appropriées aux besoins d'une communauté. Les secteurs santé et hygiène/eau dans ces quatre provinces ont de grandes lacunes, même si les intervenants en VIH/SIDA sont de plus en plus visibles en nombre.

- Provide weight and height measurement equipment and accompanying training as part of nutrition education and monitoring projects
- Provide management training to leaders of PVVS associations or include them in other trainings (e.g., for associations)
- Find lasting incentives for CHWs to continue training sessions and monitoring in their respective collines beyond the Consortium projects
- Consider feasibility of providing transportation for PVVS associations in isolated regions such as Bicycle ambulance --can act as both an IGA and resource for PVVS association.

- OS3 : développement de l'agro entreprise et les AGRs

Généraliser et renforcer les coopératives (style Africare)

Partant du constat vécu dans la zone d'Africare, il serait avantageux pour les ménages bénéficiaires que le type de coopérative en place soit généralisé et renforcé en terme d'appui organisationnel.

- OS4 : réduction des conflits

Capitaliser sur les acquis en formation

Organiser un atelier pour tous les intervenants dans la formation "gestion des conflits" afin de capitaliser sur les acquis d'au moins trois ONG nationales lors du Consortium et de développer des modules de formation harmonisés.

ANNEXES

Tous les fichiers suivants sont joints au rapport final dans un fichier compressé (ou disponible sur demande avec le PCU).

- a. **Termes de Référence de l'évaluation**
(MSWORD 1 fichier: EF_Termesdereference.doc)
- b. **Equipes de Consultance, Les Superviseurs et les enquêteurs**
(EXCEL 1 fichier, EF_annexes_rapport.xls, feuille: Equipes)
- c. **Personnes contactées**
(EXCEL même fichier, EF_annexes_rapport.xls, feuille: Personnes_contactes)
- d. **Rapports étudiés**
(EXCEL même fichier, EF_annexes_rapport.xls, feuille: Docs)
- e. **Calendrier**
(EXCEL même fichier, EF_annexes_rapport.xls, feuille: Calendrier)
- f. **Echantillonnage**
(EXCEL même fichier, EF_annexes_rapport.xls, feuille: Echantillonnage)
- g. **Questionnaires**
 - i. **Quantitatives**
(MSWORD: EF_QMenage.doc)
 - ii. **Qualitatives Collines**
(MSWORD: EF_CanevasQualitative.doc)
 - iii. **Qualitatives Agences**
(MSWORD: EF_QAgence.doc)
 - iv. **Tableaux Quantitatifs**
(EXCEL: EF_TableauxQuantitatifs.doc, 4 feuilles:1 par OS)